

## **Additif – CCTP ULM**

### **Objet : Gestion des déchets et mise en œuvre du réemploi**

#### **GESTION DES DECHETS**

Le maître d'ouvrage particulièrement attaché aux problématiques de prévention, gestion et élimination des déchets, attend de ses prestataires un parfait respect de la réglementation applicable en la matière.

Pendant la durée du chantier, l'Entrepreneur est responsable de la gestion des déchets issus des travaux objet du Marché en tant que « détenteur » de ces déchets, et en tant que producteur de ses propres déchets. Dans la mesure où le Maître d'ouvrage encourt lui aussi une responsabilité en tant que « producteur » des déchets issus du chantier, les Parties conviennent des obligations suivantes afin que le Maître d'ouvrage ne puisse être inquiété d'aucune manière à ce sujet.

Il est expressément convenu que les obligations mises à la charge de l'Entrepreneur par la présente clause valent également pour l'ensemble de ses sous-traitants et/ou intervenants mandatés par lui amenés à intervenir sur le chantier. Celui-ci s'engage donc à les rendre opposables à ces différentes personnes.

#### **Obligations du titulaire**

L'Entrepreneur, en tant que producteur ou détenteur de déchets dans le cadre de l'exécution des travaux, s'engage à respecter, conformément à l'article L. 541-7-1 du Code de l'environnement, les obligations suivantes :

- Caractériser les déchets selon leur nature avant tout transfert vers un exutoire dûment autorisé à les prendre en charge, en portant une attention particulière aux déchets dangereux
- Prendre toutes les dispositions exigées en matière d'emballage, de conditionnement, de stockage, d'étiquetage et de transport
- Fournir les informations nécessaires au traitement des déchets lorsque ceux-ci sont transférés à des fins de traitement à un tiers

Il s'engage à transmettre tous les documents justificatifs afférents à l'AMO mandaté à cet effet.

L'Entrepreneur prend toutes les dispositions nécessaires pour limiter les quantités de déchets produits et s'engage à favoriser le réemploi des matériaux lorsque cela est possible et tel qu'indiqué dans le diagnostic PEMD, pièce du présent DCE. Si le réemploi n'est pas envisageable, il privilégiera la préparation en vue de la réutilisation, puis le recyclage et enfin la valorisation. Dans ce cas, il recherchera les filières de valorisation possibles pour l'ensemble des déchets produits et s'efforcera d'atteindre un taux maximal de valorisation de ces déchets. Ce n'est qu'en dernier recours, si aucune de ces possibilités n'est réalisable, qu'il pourra avoir recours à l'élimination.

## **Chantier propre**

Pour rappel, l'Entrepreneur a l'obligation de maintenir le chantier propre et libre de tout déchet pendant et après l'exécution des travaux dont il a la charge.

Pendant toute la durée du chantier, l'Entrepreneur veille notamment au respect des consignes de tri, des emplacements désignés pour recevoir les bennes et contenants, ainsi qu'à la mise en place et au maintien de la signalétique sur le chantier. Sur le chantier, il est strictement interdit de brûler les déchets, de les abandonner ou de les enfouir, de recourir à des collecteurs, filières ou encore sites de traitement non habilités, de déverser des déchets dans les réseaux d'assainissement, etc.

## **MISE EN OEUVRE DU REEMPLOI**

### **Prescriptions générales**

Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi AGEC (Anti-Gaspillage pour une Économie Circulaire) et du décret n°2021-821, la Maîtrise d'Ouvrage – Université Paris Panthéon-Sorbonne – fixe, pour l'opération de rénovation du bâtiment Centre ULM (Paris 5e), un objectif de réemploi minimal de 3 % en masse des déchets identifiés lors du diagnostic PEMD, soit au moins 3,15 tonnes.

L'entreprise titulaire du marché devra mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour atteindre ce seuil, conformément aux prescriptions ci-dessous.

- Repérage et dépose sélective :

Se référer au tableau d'inventaire des matériaux réemployables joint dans le diagnostic PEMD. Réaliser une dépose soignée des éléments identifiés selon les préconisations techniques décrites. Prévoir l'intervention de personnels qualifiés.

- Réemploi in situ environ 2,7 tonnes, soit 3% du gisement total :

Le rapport explicite l'ensemble de matériaux à réemployer sur site. Le ou les entrepreneurs répondants à la présente offre de travaux, devront intégrer la dépose soignée et repose de matériaux conformément aux prescriptions des CCTP.

- Réemploi ex situ environ 0,56 tonnes, soit 0,6% du gisement total :

Organiser la mise à disposition des matériaux à des filières spécialisées. Garantir une traçabilité via des justificatifs. Prévoir un espace de stockage temporaire sécurisé si nécessaire. Une liste de repreneur potentiel est fourni dans le rapport de diagnostic PEMD.

- Justificatifs et suivi :

Tenir un registre de réemploi précisant le type d'élément, le mode de valorisation, la quantité, le destinataire et les preuves documentaires. Concernant le réemploi ex situ, des contrats de cession devront être établis entre parties : Cessionnaires et Cédant. Ces contrats de cession seront visés et validés par la MOA ou par l'AMO chargé du suivi de réemploi dans le cas d'une délégation de signature.

### **Matériaux cibles prioritaires au regard du diagnostic PEMD**

Type d'élément	Quantité estimée	Masse (t)	Type de réemploi préconisé
Radiateurs à eau	82 unités	2.61	In situ
Grilles de protection acier	11 unités	0.20	Ex situ
Goulottes électriques	44 ml	0.09	In situ
Stores textiles	99 unités	0.36	Ex situ
Panneaux bois/mobilier	1 unité	0.02	In situ
Équipements faibles puissances	Divers	<0.01	In situ ou ex situ
		TOTAL : 3,3 t	

### **Engagement contractuel**

L'atteinte de cet objectif de 3 % fera l'objet d'une évaluation en fin de chantier, intégrée dans les indicateurs de performance environnementale. Une clause d'ajustement pourra être appliquée en cas de non-atteinte non justifiée.

Les entreprises candidates devront démontrer dans leur offre :

- Leur méthodologie de gestion du réemploi,
- Le calendrier prévisionnel de dépose des matériaux réemployables,
- Les partenaires filières identifiés.

L'entreprise titulaire du marché devra mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour atteindre ce seuil, conformément aux prescriptions ci-dessous.